Domaine Public
DP

Renégocions l'accord de transit

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il règne une pagaille complète sur le front du transit alpin: pagaille au Conseil des Etats où les sénateurs, réputés pondérés et réfléchis, n'hésitent pas à regonfler le projet des transversales alpines (NLFA) à un point tel qu'il n'est tout simplement pas finançable. Illustration de la confusion générale, les députés doivent répéter le vote pour finalement adopter la variante en réseau, alors qu'ils la refusaient deux minutes plus tôt. Pagaille qui ne fait que refléter l'impasse dans laquelle la Suisse s'est fourrée en abordant le dossier d'un point de vue essentiellement interne: les régions s'entre-déchirent pour obtenir chacune une partie du tracé et des milliards budgétisés ou la totalité de la mise; la guerre entre Gothard et Lötschberg fait rage.

Pagaille encore au sein de l'Union européenne (UE) qui n'arrive pas à décider d'une politique commune du transport des marchandises. L'Autriche et la France n'en peuvent plus d'assumer le flot des poids lourds qui, limitation de poids oblige, contourne notre pays. Les premiers prélèvent une redevance contestée par Bruxelles. Alors que l'Italie, la Grèce, l'Espagne et la Hollande ne veulent rien entendre d'une taxe suffisamment élevée pour inciter les camions à traverser notre pays sur le rail.

Les régions s'entre-déchirent pour obtenir chacune une partie du tracé et des milliards budgétisés

Tout avait pourtant commencé en fanfare. En négociant au pas de charge un traité de transit avec l'UE, Adolf Ogi croyait avoir préparé l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen. Et dans la foulée le peuple approuvait l'ambitieux projet de NLFA en réseau, financé par des prêts remboursables.

Mais ensuite, le contexte change très vite: refus de l'EEE, acceptation de l'initiative des Alpes, réestimation à la hausse du coût des NLFA et mise en doute de leur rentabilité, négociations bilatérales ardues. Cette nouvelle donne conduit le Conseil fédéral à réduire le projet initial et à proposer d'autres sources de financement – taxes sur l'essence et sur les poids lourds, mise à contribution du fonds routier et emprunt. Par sa récente décision, le Conseil des Etats ramène le dossier à la case départ: un projet maximaliste et coûteux dont le financement risque fort de ne pas passer le cap de la votation populaire.

Posons d'abord les bonnes questions dans un ordre adéquat.

Le transit des marchandises à travers les Alpes est un problème avant tout européen. Quelles sont dès lors les solutions envisagées par l'Europe (Mont-Cenis, Brenner) et comment la participation helvétique – en termes de capacité – peut-elle s'intégrer dans la conception européenne?

L'initiative des Alpes exige le transfert des marchandises de la route au rail d'ici 2004. L'Europe refusant toute discrimination qui pénaliserait les seuls camions étrangers, la Suisse doit donc se doter d'une taxe poids lourds garantissant ce transfert. Mais il faudra que Bruxelles admette un montant réellement dissuasif. A cet égard la Suisse détient une monnaie d'échange, l'accès des 40 tonnes aux centres urbains du Plateau exigé par l'Europe.

Plutôt que de nous disputer à propos des tunnels, précisons et formalisons tous ces points, dans le cadre d'un accord de transit reformulé. Ensuite seulement et si nécessaire nous pourrons choisir un nouvel axe transalpin, ou deux. Dans l'intervalle, «la chaussée roulante» du Lötschberg, opérationnelle dès 1999, absorbera la demande.

Quant à la paix confédérale dont on prétend qu'elle dépend d'un réseau largement réparti sur le territoire, elle serait mieux préservée si, pour gérer notre ménage intérieur, nous savions emprunter les méthodes de négociation de l'UE. En matière de transport, les besoins des différentes régions sont nombreux. Lausanne, par exemple, doit trouver 150 millions pour construire son métro. Genève envisage également un métro léger. Pourquoi ne pas réunir ces besoins dans un grand projet dont tous les éléments seraient interdépendants? JD

19 décembre 1996 – nº 1282
Hebdomadaire romand
Trente-troisième année
JAA 1002 Lausanne

Garder un peu de ciment pour passer l'hiver

L'office des statistiques du troisième trimestre du canton du Valais publie des chiffres plutôt étonnants. Ainsi la stabilisation de l'indice de livraison de ciment soulève plusieurs questions. Commentaire.

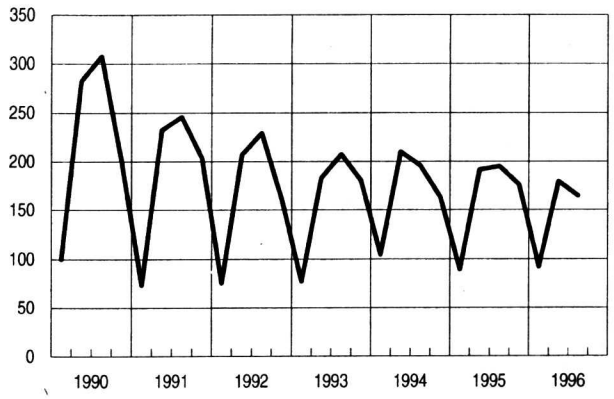
NOUS AVONS GLANÉ dans les dernières livraisons des informations statistiques valaisannes quelques données intéressantes que l'on ne retrouve pas forcément sous la même forme dans les autres cantons. Il en va ainsi de l'indice des livraisons de ciment en Valais.

L'industrie de la construction et le génie civil jouent un rôle clé dans la conjoncture valaisanne. Ce tableau est bien sûr particulièrement parlant, mais aussi assez intriguant. Le ralentissement économique s'y dessine avec la plus grande netteté ainsi que la légère reprise de 94. On comprend bien que les chantiers se déroulent à la belle saison, mais la situation hivernale est difficile à analyser.

Si la chute de l'indice est de 25% pendant l'hiver 91, comparé à la même saison en 1990, on note ensuite une stabilisation, suivie d'une remontée et d'un maintien constant autour de l'indice 100 au cours des trois dernières années. Comment expliquer cette stabilisation hivernale? La construction des nouveaux tunnels de captage des eaux des barrages de Cleuson et de la Grande Dixence, ou peut-être les avancées très tranquilles de l'autoroute?

On sait que les grands travaux hydrauliques sont aujourd'hui d'une utilité douteuse en raison de l'excès d'énergie sur le marché. Ces graphiques sont peut-être la traduction d'une politique intentionnelle; le maintien d'un étiage à peu près constant dans le volume des chantiers arrange tout le monde. Les actions d'Holderbank continuent de bien se porter, les entrepreneurs maintiennent leurs activités, les immigrés envoient des sous à la maison, l'Etat fait sa pelote et la conjoncture se maintient à un niveau minimal.

Le fait de savoir si quelques chantiers géants sont vraiment utiles devient tout à fait secondaire. Et le Valais n'est qu'un cas parmi d'autres, pas forcément le plus spectaculaire. Précisons que nous n'avons rien contre les grands travaux et un certain soutien conjoncturel, mais autant savoir que tout cela n'a rien d'innocent. *jg*



ASSURANCE CHÔMAGE

Economie sur les chômeurs

L'ARRÊTÉ FÉDÉRAL URGENT révisant à la baisse les prestations de l'assurance chômage est particulièrement choquant.

Tout d'abord parce que la loi vient d'être mise sous toit. A peine entrée en vigueur elle est modifiée dans son équilibre. C'est une atteinte grave à la sécurité du droit.

La raison d'être de ces modifications est la volonté de la Confédération de supprimer sa participation de 5% à fonds perdu qu'elle venait pourtant de confirmer avec l'adoption de la nouvelle loi. Pour compenser cette perte dans les comptes de l'assurance, elle impose autoritairement une baisse des prestations de 1 à 3%. Alors que le 95% des recettes est le fait des assurés et des employeurs, l'Etat agit comme s'ils étaient directement à sa charge.

Les syndicats étudient le lancement d'un référendum. Si la décision est prise, il méritera d'être soutenu. Pour des raisons sociales et des raisons d'Etat. *ag*

De la famine à la malnutrition chronique

La FAO (Food and Agriculture Organisation) a mis sur pied à mi-novembre à Rome un vaste rassemblement de chefs d'Etat. Quand bien même l'éradication de la mal nutrition serait à la portée de l'homme, ils n'ont osé promettre à tous le «pain quotidien».

LA RÉCAPITULATION, SUR 150 ans de notre histoire contemporaine, des grandes famines est une leçon d'humilité. Plus que le ciel, l'homme est l'ennemi de l'homme.

L'Inde, la Chine, l'Afrique y figurent pour des raisons climatiques parfois. Sont encore en mémoire la sécheresse exceptionnelle du Sahel, les inondations du Bangladesh.

Mais plus souvent encore, les fatalités climatiques ne sont pas à l'origine du désastre, mais la guerre civile: celle du Biafra a provoqué 2 millions de morts. D'autres sont contemporaines. Et surtout l'Europe, portée à considérer la famine comme un fléau exotique, tend à occulter les 2 à 3 millions de morts irlandais (1846-47) et les 4 à 6 millions de morts russes et ukrainiens provoqués par la collectivisation forcée.

Prévisions pessimistes

Aujourd'hui l'efficacité des moyens de transport, l'importance des réserves stockées rendent maîtrisable toute famine, pour autant que les secours aient accès aux populations frappées. En revanche la malnutrition chronique frappe des centaines de millions d'individus. Par malnutrition il ne faut pas entendre une privation de nourriture qui peut être passagère, mais un déséquilibre des éléments nutritifs tel qu'il entraîne des modifications irréversibles du métabolisme et de la santé (la suralimentation des pays riches serait aussi une forme de malnutrition!). La FAO estime à 800 millions dans les pays en voie de développement les personnes victimes de malnutrition, dont 200 millions d'enfants environ.

Or la croissance démographique risque d'entraîner une forte augmentation des victimes, en Afrique notamment. Pour 2010 on prévoit, pour ce continent, que 300 millions de personnes seront frappées.

La problématique

Les analystes ont souvent présenté les causes économiques et politiques de la malnutrition. Pour mémoire. La monoculture de denrées d'exportation a été poussée au détriment des cultures vivrières. Le pouvoir a imposé des prix très bas pour calmer les populations urbaines et maintenir des salaires peu élevés facilitant les exportations, donc l'acquisition de devises au profit de la classe aisée, des castes militaires etc... Les prix agricoles trop bas empêchent le développement d'une agriculture indigène efficace. Les grandes organisations internationales (FAO, Banque mondiale par son agence pour le développement AID) portées à soutenir les grands projets tiennent désormais mieux compte de cette problématique, notamment dans l'octroi de crédits: 100 milliards par an pour l'AID. L'aide des Etats a souvent été viciée: surplus alimentaires écoulés à prix cassés par les Etats-Unis ou l'Union européenne; aide qui a pour but premier l'achat par le pays soutenu des produits du pays souteneur, y compris le matériel militaire. Le Gatt a introduit, un peu, un commencement d'ordre dans ces marchés faussés.

La DDC

L'aide suisse, d'assistance, technique, financière, économique a bonne réputation, gérée par la Direction du développement et de la coopération (DDC) rattachée au Département des affaires étrangères. Elle gère un budget d'un milliard, dont un tiers pour les actions multilatérales et deux tiers pour l'aide directe.

Parmi ses moyens d'action, le don commercialisé que *DP* avait préconisé. Walter Fust, directeur de la DDC, le définit ainsi. «Seule l'aide d'urgence est gratuite; les autres produits alimentaires sont vendus à des prix correspondant aux prix locaux. Les recettes ainsi générées sont utilisées pour acheter des manuels scolaires, par exemple, de sorte que nous obtenons un effet double, sans préjudice pour la configuration locale des prix» (*Mois économique et financier*, 11/92). Peu de choses devant l'immensité du défi. Mais tout de même une solidarité concrète. *ag*

La sous-nutrition se cache dans toutes les sociétés

DANS NOTRE PAYS réputé riche, il est peut-être disproportionné de parler de malnutrition chronique. Pourtant de nombreux enseignants et éducateurs signalent des cas d'alimentation d'enfants et d'adolescents nettement insuffisante. En France, *Le Monde* (14 décembre 1996) donnait la parole à un directeur d'établissement scolaire repérant des élèves mangeant pour repas principal à midi un seul sandwich. Dans ce collège du département de l'Oise, où la population s'est sérieusement paupérisée au fil des années, des enfants ne pouvaient s'inscrire au restaurant scolaire parce qu'issus de familles financièrement exsangues.

Un fonds social collégien a heureusement repéré ces cas de malnutrition et financé leur repas. D'après le médecin du collège, quand les parents se trouvent dans une situation sociale précaire, la question de l'alimentation n'est pas perçue et ce sont les enfants qui en subissent les conséquences.

L'augmentation de ces cas mériterait un coup de projecteur médiatique.

Le livre mérite un observatoire

Le livre est-il avant tout un objet culturel ou un objet économique? La face culturelle est-elle capable de résister aux émanations corrosives de la face économique? Pour répondre à ces questions, il faudrait pouvoir se baser sur des données chiffrées et des statistiques; elles sont quasi inexistantes en Suisse. Cet article est le premier d'une série consacrée au monde du livre.

POURQUOI, AU FOND, isoler le monde du livre comme problème à part? C'est qu'il s'agit d'un produit économique particulier, un des vecteurs les plus actifs pour la transmission des savoirs et de la culture. Et, bien que concurrencé par des médias plus jeunes – télévision, cd-rom, vidéo – le livre garde, et gardera longtemps encore, un rôle privilégié et indépassable.

Ce médium si résistant en soi est paradoxalement très fragile économiquement; si l'on excepte la grande production industrielle et le livre fast-food qui se portent très bien. Produit complexe, le livre est le résultat d'une chaîne de métiers aussi longue que diverse: la personne qui écrit donne son manuscrit à l'éditeur, qui s'entoure de graphistes, de correcteurs et de polygraphes divers pour donner forme à l'ouvrage. Il passe le relai à l'imprimeur qui le passe au relieur. Le transporteur fait le lien avec le diffuseur et ses représentants; puis avec le libraire. Le libraire, la libraire plutôt – c'est un métier de la vente, mal payé, et donc féminisé – choisit les livres qu'elle va proposer à ses possibles lecteurs. Cette multitude de bouches qui attendent d'être nourries devrait rendre le livre très cher; il ne l'est de loin pas assez, – pour faire vivre tout ce petit monde. La pression sur le prix de vente, pour faire descendre ce produit à un niveau commercialisable se fait, inégalement, sur les maillons les plus faibles, soit les petits, à chaque étape: auteurs peu connus, petits éditeurs, petits patrons libraires et... leurs employés.

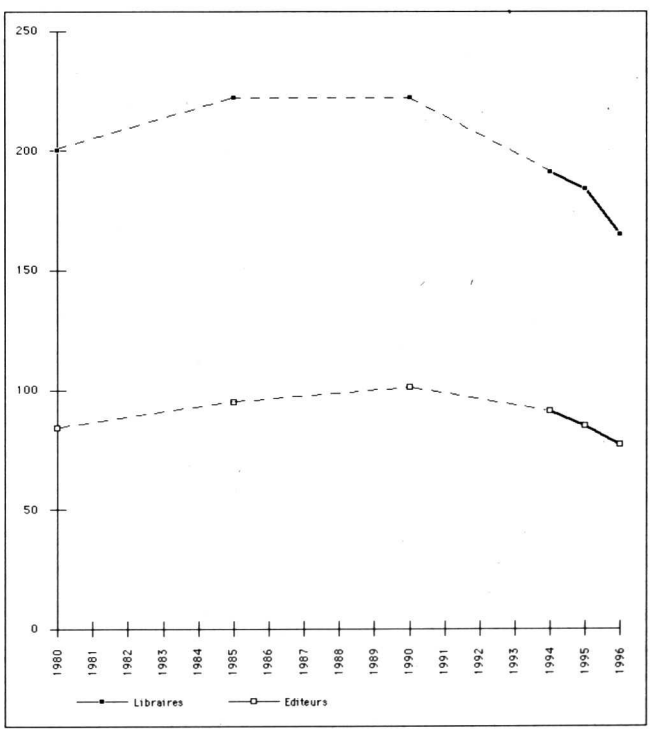
Cruel manque de définitions et de statistiques

Tout débat sur le monde du livre se heurte en Suisse, aussitôt les opinions personnelles énoncées, au manque flagrant de données chiffrées. Personne ne peut dire au juste ce qui se passe en deçà des chiffres globaux, indicateurs qui peuvent en contenir beaucoup d'autres. Le concept de «librairie» n'est déjà pas défini ni détaillé précisément: parle-t-on de librairie générale traditionnelle, de librairie spécialisée, de chaîne de librairies, de librairie-papeterie, de librairie d'occasions, de débit de livres soldés, ou des secteurs livres des grands magasins?

Partons des chiffres vaudois et lausannois fournis par le SCRIS (Service cantonal de recherche et d'information statistiques). Depuis 1939, des six données fournies, fragmentaires – plus une définition de la librairie qui a changé en cours de route – nous retiendrons que, jusqu'en 1991, le nombre des librairies vaudoises est passé de 47 à 73 (à Lausanne, de 18 à 33). Les effectifs vaudois, et surtout lausannois, ont donc singulièrement augmenté; la situation semble saine...

Si l'on prend maintenant les chiffres de ses membres, fournis par l'ASELF (association des éditeurs et libraires de langue française), six données depuis 1986, on constate que, depuis 1990, les effectifs des libraires et des éditeurs sont en sérieuse baisse (respectivement de 222 à 165, et de 101 à 77). Ces chiffres sont à prendre avec précau-

Membres de l'ASELF



économique

tion, puisque tous les libraires ne sont pas affiliés à l'ASELF, et que la baisse des membres est due à des causes diverses, allant des décès ou faillites à des départs à la suite de divergences avec l'association. L'ampleur de la baisse (un tiers des libraires et un quart des éditeurs) indique néanmoins que quelque chose s'est produit depuis 1991...

En désespoir de cause: lire le bottin

Approchons la loupe, très empiriquement et en désespoir de cause, sur les collections de bottins téléphoniques lausannois. Il faut là des précautions d'usage redoublées: les inscriptions dans le bottin sous la mention «librairies», sont incomplètes, rassemblent des commerces très différents, voire signalent plusieurs fois la même entreprise sous des enseignes diverses!

Après une chute de la moitié des effectifs (de 30 à 13) au début des années septante, une lente remontée s'effectue pour arriver à 38. Ce «record» amène pourtant à deux remarques: les apparitions et disparitions de librairies ne sont pas traduites dans le graphique, comme les types de commerce.

Sur cette trentaine d'années, de nombreuses nouvelles librairies sont apparues: 53 nouveaux commerces; dans le même temps, 44 ont disparu. En partant de 30 pour arriver à 38, on voit l'importance du mouvement. Retenons de ce tournus: l'énergie créatrice qui amène à l'ouverture de librairies, et le mouvement inverse qui est la difficulté de les maintenir ouvertes.

La deuxième remarque est un corollaire de la première. Parmi les nouvelles librairies, la plupart sont très spécialisées, pas ou peu de librairies générales, mais des librairies de livres soldés, de bande dessinée et surtout des librairies d'occasion. Dans ces trois cas au moins, les réseaux d'approvisionnement sont particuliers et les marges singulièrement plus élevées pour les libraires.

Un monde singulièrement instable et fragile

Nous pouvons donc remarquer, malgré l'insuffisance des données permettant une véritable analyse, que le monde du livre, et de la librairie en particulier, est singulièrement instable et fragile. De notre point de vue, le livre n'est pas un simple objet. Sa survie ou son rayonnement sont particulièrement importants pour la vie culturelle et politique. A tel point d'ailleurs qu'il est étonnant qu'on le laisse à la merci des «décisions» du marché, sans véritable réflexion préalable. Si le livre est un véritable enjeu, il importe de pouvoir prendre des décisions en connaissance de cause. Et pour ce faire, il faut avoir tous les éléments en main. En France, à la suite de la loi Lang instituant le prix unique, s'est constitué en 1987 un «Observatoire de l'économie du livre» qui a pour but d'en suivre l'évolution. Les milieux du livre en Suisse demandent leur observatoire depuis longtemps. *cp*

Librairies lausannoises (d'après le bottin)

Oubliés...

Le passé n'est pas à regretter. Novembre 1907:
Le village de Lucens a vu naître son imprimerie et son hebdomadaire local. Il a vu un conflit du travail dans l'industrie de la taille des pierres pour l'horlogerie. Le deuxième numéro de la *Feuille d'avis des cercles de Lucens et Granges* publiait une annonce d'une fabrique cherchant à engager quelques jeunes gens comme apprentis pierristes. Le même numéro publiait une annonce de la Société des ouvriers pierristes engageant les parents à ne pas placer leurs enfants en apprentissage dans le métier «étant donné la situation déplorable de cette industrie». Quelques semaines plus tard, la soirée de la Sainte-Cécile était renvoyée à cause de la grève des pierristes.

Fin décembre, la Municipalité de Lovatens «assistant convenablement ses pauvres, interdit la mendicité dans la commune».

La votation fédérale du 3 novembre sur la nouvelle loi militaire fédérale avait suscité pas mal d'oppositions puisque des villages comme Rossens, Seigneux, Chesalles, Montaubion-Chardonney avaient rejeté le projet.

Les derniers vétérans du Sonderbund disparaissaient, dont un invalide dont le bras avait été enlevé par un boulet. Il a survécu 61 ans «à cette campagne meurtrière». *cfp*

Le moment est venu de sortir la grosse artillerie

Débat sur la relance. Jean-Christian Lambelet répond à Yvette Jaggi, qui s'est exprimée dans le dernier numéro sur les volte-face du professeur d'économie.

J'AIMERAIS COMMENTER LE dernier article de Mme Yvette Jaggi (Quand les économistes crient au loup, *DP* 1281) et je vais essayer de le faire dans un esprit constructif.

Le point central est qu'il faut distinguer ce qui est structurel de ce qui est conjoncturel. Au printemps de cette année, toutes les conditions étaient réunies pour la poursuite et le renforcement de la (trop faible) reprise conjoncturelle qui s'était amorcée à fin 1993: l'inflation était quasiment nulle, les taux d'intérêt bas et le franc à la baisse depuis novembre 1995. Les marchés européens étaient moroses, mais ceux d'Outre-Mer – très importants pour les industries d'exportation suisses – étaient plus que porteurs. Pratiquement tous les prévisionnistes suisses étaient donc modérément confiants.

Erreur de calcul?

En ce qui nous concerne, le premier signal d'alarme se manifesta au début du printemps sous la forme des indicateurs conjoncturels de Créa: venant après une courte période d'évolution «à plat», ils indiquaient une baisse. Cela nous surprit suffisamment pour que notre première réaction ait été de nous demander si, par extraordinaire, il n'y avait pas eu erreur de calcul. Vérification faite, il n'y avait aucune erreur. Cependant, un trimestre de baisse ne fait pas encore un trend et il était parfaitement possible que cette baisse n'ait été qu'un «blip» (il y a passablement de «bruit», au sens statistique, dans la plupart des séries trimestrielles).

Puis, dès le mois de juin, les faits commencèrent à s'accumuler. Le franc repartit tout à coup à la hausse et perdit (ou gagna) en deux mois tout le terrain parcouru depuis novembre, le chômage cessa de baisser pour se remettre à augmenter, les carnets de commande se dégarnirent, etc. Il fallut se rendre à l'évidence: non seulement la reprise n'était pas là, mais l'économie commençait à s'enfoncer dans une nouvelle récession alors qu'elle stagnait plus ou moins depuis six ans.

Thérapie nationale

Que convenait-il de faire? En règle générale, une petite économie ouverte comme la Suisse n'applique pas le genre de politique conjoncturelle à large spectre qui est de mise dans les grandes économies, simplement parce qu'elle n'en a généralement pas besoin: lorsqu'il y a récession, la reprise vient par les exportations, c'est-à-dire que le petit pays en question profite des politiques de relance appliquées dans les grandes économies. Quelquefois, cependant, il se produit un problème spécifiquement national qui demande une thérapie nationale. La dernière fois que cela se produisit fut à l'automne 1978 lorsque le franc – et lui seul – s'envola de manière vertigineuse, ce qui finit par obliger la BNS à ouvrir les vannes en grand (en trop grand, comme il s'avéra par la suite).

Dans le cas présent, il nous est clairement apparu qu'on se trouvait, pour la deuxième fois depuis des décennies, devant un problème avant tout national. Et c'est pourquoi nous avons jugé bon de faire les propositions de politique conjoncturelle commentées par Mme Jaggi. Cela se fit par étapes et tâtonnements successifs, en commençant par le diagnostic avant de s'attaquer à la thérapie. C'est un processus qui n'a pas encore atteint son terme aujourd'hui (...).

Symptômes alarmants

Mais une chose nous paraît certaine: en matière conjoncturelle, il n'y a par définition pas de vérité permanente, fixée une fois pour toutes. Personne ne se hasarderait à prôner un programme de relance en pleine période de boom. Il y a une année ou six mois, l'opinion générale était que l'économie suisse allait, en toute probabilité, continuer de se sortir du marasme sans l'aide de mesures extraordinaires. A l'époque, avec l'information qu'on avait alors, c'était une opinion parfaitement fondée en probabilité. Tout médecin sait qu'un patient sous traitement et en voie de guérison peut néanmoins développer tout à coup des symptômes alarmants, contre toute attente et sans qu'on sache au juste pourquoi.

Pourquoi en irait-il autrement en économie? Pourquoi, Mme Jaggi, ne pas prendre les choses au premier degré? Le petit jeu du «Je vous l'avais bien dit» est stérile, mais s'il faut le jouer, alors je vous rappellerai qu'en novembre 1993, lors d'un colloque à Montreux organisé par l'Office fédéral du personnel où vous étiez présente, j'avais indiqué que si l'économie n'était pas en reprise d'ici une année ou deux, le moment serait alors venu de sortir la grosse artillerie. (...)

Voilà pour le conjoncturel. Pour tout ce qui est structurel, nous n'avons quant à nous rien changé à nos positions, bien que les discussions récentes nous aient permis d'affiner l'analyse sur certains points. Ainsi, le diagnostic proposé par notre collègue N. Blattner (Université de Bâle), d'abord au cours d'une réunion à Lausanne, puis dans un récent article de la *NZZ*, est une contribution intéressante qui, moyennant certaines modifications, peut parfaitement s'intégrer dans l'analyse que nous proposons. L'économie suisse a souffert et continue de souffrir d'une série de maux structurels, lesquels touchent avant tout les industries et branches travaillant pour des marchés intérieurs qui ont été décartellisés, libéralisés ou ouverts à la concurrence étrangère (les industries d'exportation, prises globalement, se portent bien). Ces maux exigent des adaptations souvent douloureuses, mais inéluctables, comme beaucoup à gauche en sont parfaitement conscients. Notre idée est que ces adaptations se feront d'autant moins difficilement que la conjoncture sera meilleure.

Inquiétude politique

L'inquiétude n'est cependant pas qu'économique, elle est aussi et peut-être surtout politique: si l'économie ne redémarre pas et si le climat ne s'éclaircit pas, il se produira un jour un gros accident, à preuve les résultats des votations d'il y a quinze jours. Supposons, par exemple qu'il faille voter prochainement sur l'initiative visant à limiter la population étrangère à 18% du total et supposons qu'elle passe, comme cela se pourrait bien dans une situation économique aussi mauvaise. Que ferons-nous alors?

Jean-Christian Lambelet,
professeur à l'Université de Lausanne,
Institut Créa

Si le père Noël existait... il n'y survivrait pas!

ADMETTONS QU'IL y ait sur terre environ deux milliards de jeunes de moins de 18 ans; puisque le Père Noël (PN) ne semble s'occuper que des personnes connectées (de près ou de loin) à Jésus, sa tâche se réduit à 20% du total, soit 400 millions d'enfants. Ces enfants sont distribués planétairement à raison de 3,5 enfants par ménage, ce qui fait 114,3 millions de foyers à visiter.

Il doit descendre 1058 cheminées à la seconde

La visite du PN doit avoir lieu entre minuit et six heures du matin, ce qui lui laisse une trentaine d'heures pour accomplir son travail, s'il voyage d'Est en Ouest (aidé par les fuseaux horaires); en moyenne il doit descendre 1058 cheminées à la seconde; le PN a moins d'un millième de seconde pour parquer les rennes, sauter de l'attelage, descendre la cheminée, distribuer les cadeaux, remonter la cheminée et retrouver le parking. Admettons que le trajet moyen entre deux foyers soit d'un kilomètre (parfois les foyers seront dans le même immeuble, parfois, il y aura un océan à traverser), le PN effectuera un trajet total de 114 millions de kilomètres; s'il ne s'arrête pas pour faire pipi ou abreuver les rennes, sa vitesse sera de 3,81 millions km/h, soit 3 000 fois la vitesse du son.

Si chaque enfant reçoit un cadeau d'un kilo, le traîneau est chargé de 400 0000 tonnes de marchandises. Sachant qu'un renne non transgénique ne peut pas tirer plus de 500 kilos (sur terre ferme), et même en assumant qu'un renne capable de voler puisse tirer une charge dix fois plus grande, le PN a besoin d'un attelage de 80 000 rennes. Il faut ajouter le poids des rennes (une demi-tonne par animal) et celui du PN (il est gros) aux marchandises, pour un total de 440000 tonnes, soit quatre fois le poids du Queen Elizabeth II.

Une énorme friction

Déplacer ce gigantesque traîneau à 3000 Mach produit une énorme friction (avec l'air); à l'instar du shuttle revenant sur terre, les rennes vont être chauffés. Les rennes en tête du traîneau absorberont plus de 1000 milliards de mégajoules par seconde chacun, ils exploseront instantanément et le troupeau entier sera pulvérisé en quelques millièmes de seconde.

En bref, si le PN a jamais essayé d'amener des cadeaux de Noël, il en est sûrement mort. *ge*

(Merci à Pascal Escher de m'avoir suggéré cette histoire)

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (*jd*)
Rédaction:
Claude Pahud (*cp*)
Géraldine Savary (*gs*)
Ont collaboré à ce numéro:
Gérard Escher (*ge*)
André Gavillet (*ag*)
Jacques Guyaz (*jg*)
Yvette Jaggy (*yj*)
Charles-F. Pochon (*cfp*)
Composition et maquette:
Claude Pahud, Françoise Gavillet, Géraldine Savary
Secrétariat: Murielle Gay-Crosier
Admistrateur délégué: Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel: 85 francs
Etudiants, apprentis: 60 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9

Vous êtes-vous réabonné à Domaine public? Vous n'avez pas d'idées pour des cadeaux? Offrez Domaine public! Bonnes fêtes!

En coulisses

SOUDAIN DISPONIBLE, Jürg Stäubli a tout loisir de méditer sur la fidélité en amitiés d'affaires. Il sait que le dernier carré s'appelle Pierre Arnold. L'ancien patron de la Migros indique d'ailleurs la ligne de défense: dénoncer l'apparente désinvolture des réviseurs et le soudain lâchage des banques.

QUANT AUX PORTE-PAROLE des deux grandes banques cantonales lémaniques, BCG et BCV, ils rassurent leur fidèle clientèle et les populations: les provisions constituées pour couvrir les éventuelles déficiences des débiteurs douteux dépassent largement les centaines de millions mis, à des conditions particulièrement avantageuses ce printemps encore, à la disposition du «génie» de Prangins.

EN TÊTE DE liste pour le prochain Prix Champignac, on peut déjà inscrire cette citation d'Eugen W. Schmid, qui se situe dans les hauteurs de l'organigramme du Crédit Suisse: «Le pilier zéro est la pierre angulaire du système de prévoyance». Et cette réflexion le degré zéro de la pensée nulle.

PETER BODENMANN, président du PSS, tient Franz Steinegger, son homologue du PRD, pour «l'un des rares radicaux qui sache lire et écrire». Le radical et professeur Jean-Christian Lambelet le considère, sobrement, comme «un président solide»; et dit de Bodenmann qu'il est, lui, «un comédien accompli». Les fleurets restent mouchetés, comme il sied entre politiciens de bonne famille.

SIMONETTA SOMMARUGA, directrice de la Fondation pour la protection des consommateurs, souhaite une argumentation plus rationnelle dans les spots TV des caisses-maladie, qui leur auront coûté 24 millions de francs en 1996 (le double de 1994). Elle pourrait tout aussi bien exiger leur suppression: selon une récente enquête comparative, les caisses qui ont le plus gros budget publicitaire sont aussi les plus chères pour l'assurance de base 1997 – telles Wincare, Visana, Helvesana, Swica, etc.

«Le vert paradis des amours enfantines»

Du pays de Vaud au pays du Vaudou, un explorateur-ethnologue photographié.

On dit des Suisses, et peut-être pour les Vaudois est-ce encore plus vrai, que s'ils vont souvent à la gare, ils prennent rarement le train. Les récits des grands voyageurs suisses ne sont pas légion, sans doute parce que le besoin d'être ailleurs est indissociablement lié à l'étrangeté d'être d'ici.

Le musée d'ethnographie de Genève consacre une exposition à un voyageur méconnu de Suisse, Alfred Métraux, pionnier de l'ethnologie, inspirateur de Lévi-Strauss et de toute une génération d'ethnologues «de terrain».

Jusqu'au bout du monde

Né à Lausanne de père vaudois et de mère caucasienne, Alfred Métraux découvrit très tôt le déracinement puisqu'il s'installa en Argentine avec sa famille quand son père décida d'aller exercer la médecine à Mendoza. Outre cette première transplantation, Alfred Métraux s'est nourri du récit des grands explorateurs du XVIII^{ème} siècle, tels Cook ou Bougainville et ses expéditions, ses «errances» dira Michel Leiris, sont autant animées par le souci scientifique d'analyser les civilisations primitives que par ce que Lévi-Strauss a nommé «son avide curiosité».

Comme beaucoup d'ethnologues, Alfred Métraux a atteint les lieux les plus reculés et les plus isolés pour y observer ce qui lui semblait manquer aux sociétés occidentales: l'intégration sociale. Ses quêtes l'ont mené des déserts aux hauts plateaux (les tribus indiennes du Chaco et de la Bolivie andine) ainsi qu'aux limites insulaires du monde: Haïti, île de Pâques, île de Marajo.

Mais s'il entreprit ses premiers voyages avec le souci de la rigueur scientifique, acquise à l'enseignement d'un Marcel Mauss ou d'un Paul Rivet de l'Ecole pratique des Hautes Etudes, s'il a toujours voulu défendre l'ethnographie comme une science «noble», Alfred Métraux fut rapidement aspiré par la brutalité du réel. En prise directe avec les populations indigènes, l'ethnologue aura à cœur de «laisser parler les mythes», de les commenter, les comparer et surtout de les sauvegarder. Au rôle d'observateur se substitue ou plutôt s'ajoute celui de chroniqueur, de passeur de civilisations en voie de disparition et qui n'ont plus les moyens de leur survie culturelle. Alfred Métraux dit avoir parfois eu le sentiment «d'être venu sur les lieux in extremis». Et il fut effectivement souvent le dernier témoin de systèmes de société en train de se désagréger (sur l'île de Pâques c'est lui qui retranscrit en vieux pascuan les contes transmis oralement).

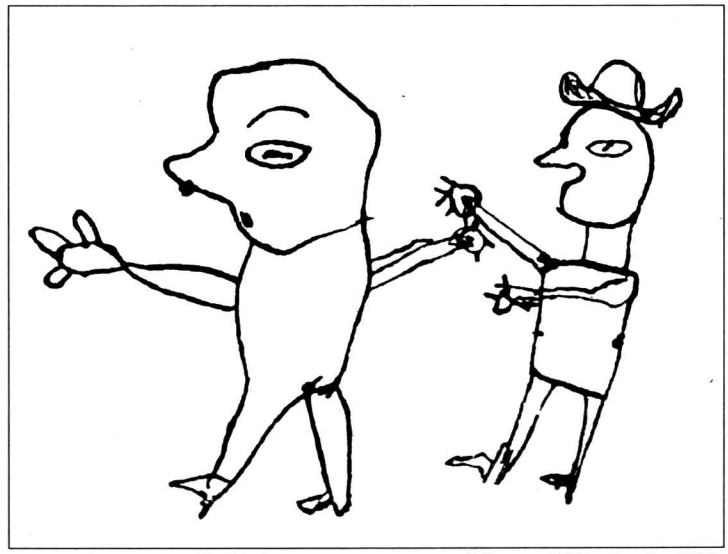
Le sentiment de la perte, et la nostalgie qui s'y rattache, l'aveu que «pour pouvoir étudier une société primitive, il faut qu'elle soit déjà un peu pourrie» a peut-être donné à son œuvre cette apparence breughelienne, foisonnante, d'une société d'hommes à la frontière entre la perte du sens mythologique et le basculement vers une certaine modernité.

C'est le passage accéléré d'un monde vers la modernité, et les menaces qu'il voyait poindre, qui ont motivé le chercheur-voyageur à mettre sur pied des programmes d'aide au développement dans les années 50 par le biais de l'UNESCO, puis à prendre régulièrement position contre le racisme et pour la légitimité des revendications du peuple indien. De nombreuses publications en sont la preuve («Le racisme est pire qu'un crime, c'est une faute», *Le Courrier de l'UNESCO*, 1953).

La fin d'un itinéraire

Le travail d'Alfred Métraux, bien qu'inspiré par une quête permanente, est multiple, on le voit: ethnologue, explorateur, fonctionnaire, professeur, intellectuel engagé... c'est au moment où les errances auraient dû s'apaiser, au moment de la retraite, qu'il décida de se donner la mort en 1963, faisant dire à Lévi-Strauss: «Il n'aurait sans doute pas surestimé sa mort, s'il n'avait pas injustement sous-estimé son œuvre; il nous a quittés sur un double malentendu».

L'exposition du musée ethnographique ne rassemble que partiellement l'œuvre d'Alfred Métraux, préférant montrer son appartenance à la grande famille des intellectuels français (Bataille, Lévi-Strauss, Leiris), que le caractère multiple et plein de doutes de sa personnalité. Mais les photos de l'ethnologue, ainsi que celles, magnifiques, de son frère Guy et du photographe Pierre Verger, qui l'ont accompagné dans quelques-uns de ses voyages nous emmènent à travers ses lointains *Itinéraires*. *gs*



Dessin Chiriguano: Alfred Métraux et un garçonnet (Métraux 1930, planche XCII)

Du pays de Vaud au pays du Vaudou, ethnologies d'Alfred Métraux, Musée d'ethnographie de Genève, du 5 décembre au 16 février.
Alfred Métraux, *Itinéraires 1, carnets de note et journaux de voyage*, (1935-1953), Payot, 1978.